



Nations Unies

Rapport du Comité spécial plénier de la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Assemblée générale

Documents officiels

Vingt-septième session extraordinaire

Supplément N° 3 (A/S-27/19/Rev.1)

Assemblée générale
Documents officiels
Vingt-septième session extraordinaire
Supplément N° 3 (A/S-27/19/Rev.1)

**Rapport du Comité spécial
plénier de la vingt-septième
session extraordinaire
de l'Assemblée générale**



Nations Unies • New York, 2002

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–10	1
II. Mesures prises par le Comité spécial plénier	11–12	2
III. Recommandation du Comité spécial plénier	13	2

Chapitre premier

Introduction

1. À la 1re séance plénière de sa vingt-septième session extraordinaire, le 8 mai 2002, l'Assemblée générale a créé un comité spécial plénier de la vingt-septième session extraordinaire et a décidé que le Bureau du Comité préparatoire de la session extraordinaire constituerait celui du Comité spécial plénier.
2. Le Comité spécial a tenu deux séances, du 8 au 10 mai 2002, afin d'entendre les représentants des délégations, des programmes des Nations Unies et autres organismes des Nations Unies, et des organisations non gouvernementales, et d'examiner le projet de document final de la vingt-septième session extraordinaire.
3. En ce qui concerne son examen des points 8 et 9 de l'ordre du jour, le Comité spécial était saisi des rapports du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants [A/S-27/2 et Add.1 (Part I et Part II et Corr.1 et 2)].
4. À sa 1re séance, le 8 mai 2002, les représentants du Pakistan, de la Mongolie, de la Sierra Leone, des Émirats arabes unis, du Yémen et de l'Indonésie ont fait des déclarations.
5. À la même séance, des déclarations ont été également faites par les représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
6. Des déclarations ont été également faites par les représentants de l'Organisation internationale de perspective mondiale, Gurises Unidos et ECPAT International.
7. La Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a fait une déclaration à la même séance.
8. À la 2e séance, le 9 mai, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Liechtenstein, Autriche, Philippines, Uruguay, Monaco, République centrafricaine, Iraq, République de Corée et Ouganda.
9. Également à la 2e séance, des déclarations ont été également faites par les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité des droits de l'enfant, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Groupe permanent des comités nationaux pour l'UNICEF.
10. À la même séance, des déclarations ont été également faites par les représentants des Institutions indépendantes pour les droits fondamentaux des enfants, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, la Fédération nationale des ONG, ChildHope Asia et Défense des Enfants – International.

Chapitre II

Mesures prises par le Comité spécial plénier

11. À la reprise de sa 2e séance, le 10 mai 2002, le Comité spécial plénier a examiné son projet de rapport (A/S-27/AC.1/L.1 et Add.1 à 3).
12. À la même séance, le Comité spécial plénier a adopté son rapport et a décidé de recommander à la vingt-septième session extraordinaire d'adopter un projet de résolution (voir par. 13).

Chapitre III

Recommandation du Comité spécial plénier

13. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Un monde digne des enfants

L'Assemblée générale

Adopte le document intitulé « Un monde digne des enfants », qui est annexé à la présente résolution.

Annexe**Un monde digne des enfants****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Déclaration.....	1–9	4
II. Bilan des progrès réalisés et enseignements.....	10–13	6
III. Plan d'action	14–62	7
A. Créer un monde digne des enfants.....	14–32	7
B. Objectifs, stratégies et mesures.....	33–34	12
1. Promouvoir une existence meilleure et plus saine.....	35–37	13
2. Pour une éducation de qualité.....	38–40	16
3. Protection contre la maltraitance, l'exploitation et la violence.....	41–44	19
4. Lutter contre le VIH/sida.....	45–47	25
C. Mobilisation des ressources.....	48–58	28
D. Activités de suivi et évolution.....	59–62	30

I. Déclaration

1. Il y a 11 ans, lors du Sommet mondial pour les enfants, les dirigeants du monde entier ont pris des engagements communs et lancé un appel urgent à la communauté internationale pour qu'un avenir meilleur soit offert à chaque enfant.

2. Depuis lors, de nombreux progrès ont été accomplis, comme l'indique le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies intitulé « Nous, les enfants¹ ». Des millions d'enfants ont échappé à la mort, le taux de scolarisation n'a jamais été aussi élevé, davantage d'enfants participent activement aux décisions qui concernent leur existence et d'importants traités ont été conclus pour protéger les enfants. Néanmoins, ces accomplissements et les résultats obtenus n'ont pas été uniformes, et il subsiste de nombreux obstacles, en particulier dans les pays en développement. Dans l'ensemble, les résultats n'ont pas été à la hauteur des obligations nationales et des engagements internationaux qui avaient été souscrits.

3. Nous, les chefs d'État et de gouvernement et représentants d'États participant à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, réaffirmant notre attachement aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, sommes résolus à saisir cette occasion sans précédent de changer le monde pour les enfants et avec eux. En conséquence, nous réaffirmons l'engagement que nous avons souscrit de mener à bien les travaux restés inachevés du Sommet mondial pour les enfants et de nous attaquer à des questions nouvelles d'importance cruciale que nous devons régler pour atteindre les buts et les objectifs à long terme qui ont été arrêtés lors des récentes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, en particulier dans la Déclaration du Millénaire², par l'action nationale et la coopération internationale.

4. Nous réaffirmons l'obligation que nous avons assumée de promouvoir et protéger les droits et le bien-être de tous les enfants – chaque être humain âgé de moins de 18 ans, y compris les adolescents. Nous sommes résolus à respecter la dignité et à assurer le bien-être de tous les enfants. Nous reconnaissons que la Convention relative aux droits de l'enfant³, qui est le traité relatif aux droits de l'homme le plus universellement reconnu de tous les temps, et ses protocoles facultatifs comportent un ensemble complet de normes juridiques internationales pour la protection et le bien-être des enfants. Nous reconnaissons aussi l'importance d'autres instruments internationaux pertinents à cet égard.

5. Nous soulignons que nous nous engageons à créer un monde digne des enfants, dans lequel le développement humain durable, tenant compte des intérêts supérieurs de l'enfant, se fonde sur les principes de la démocratie, de l'égalité, de la non-discrimination, de la paix et de la justice sociale, ainsi que de l'universalité, de l'indivisibilité, de l'interdépendance et de l'interconnexion de tous les droits humains, y compris le droit au développement.

6. Nous reconnaissons et appuyons les parents et les familles ou, le cas échéant, les tuteurs, en tant que principaux gardiens des enfants et nous renforcerons leur capacité de leur dispenser des soins, une éducation et une protection dans des conditions optimales.

7. Nous invitons tous les membres de la société à s'engager avec nous dans un mouvement mondial qui contribuera à l'édification d'un monde digne des enfants en honorant nos engagements à les appliquer et poursuivre les objectifs suivants :

1. **Donner la priorité aux enfants.** Dans toutes les actions concernant les enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant doit toujours être la principale considération;
2. **Éliminer la pauvreté : miser sur les enfants.** Nous réaffirmons notre promesse de rompre le cycle de la pauvreté en une seule génération, unis dans la conviction que les investissements en faveur des enfants et le respect de leurs droits sont parmi les moyens les plus efficaces d'éliminer la pauvreté. Des mesures doivent être prises immédiatement pour éliminer les pires formes de travail des enfants;
3. **N'oublier aucun enfant.** Tous les enfants naissent libres et égaux en dignité et en droits; par suite, toutes les formes de discrimination à leur égard doivent prendre fin;
4. **Prendre soin de chaque enfant.** Il importe d'assurer aux enfants un bon départ dans la vie. Leur survie, leur protection, leur croissance et leur développement dans des conditions de bonne santé et de bonne nutrition sont le socle sur lequel s'appuie le développement humain. Nous déploierons des efforts concertés pour combattre les maladies infectieuses, lutter contre les principales causes de la malnutrition et éduquer les enfants dans un environnement sûr qui leur permette d'être en bonne santé physique, alertes sur le plan mental, sans inquiétude sur le plan affectif, socialement compétents et aptes à apprendre;
5. **Permettre à chaque enfant d'accéder à l'éducation.** Tous les enfants, les filles tout autant que les garçons, doivent avoir accès à un enseignement primaire gratuit, obligatoire et de bonne qualité, principe qui est essentiel à la prestation d'une éducation de base complète. Les disparités entre les sexes dans l'éducation primaire et l'enseignement secondaire doivent être éliminées;
6. **Protéger les enfants contre les sévices et l'exploitation.** Les enfants doivent être protégés contre tout acte de violence, d'abus, d'exploitation et de discrimination et contre toutes les formes de terrorisme et de prise d'otages;
7. **Protéger les enfants contre la guerre.** Les enfants doivent être protégés contre les horreurs des conflits armés. Les enfants vivant dans des territoires sous occupation étrangère doivent également être protégés, conformément aux dispositions du droit humanitaire;
8. **Lutter contre le VIH/sida.** Les enfants et leur famille doivent être protégés contre les effets dévastateurs du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida);
9. **Écouter les enfants et assurer leur participation.** Les enfants et les adolescents sont des citoyens pleins de ressources, capables de contribuer à l'avènement d'un avenir meilleur pour tous. Aussi, devons-nous respecter leur droit d'expression et de participation à toutes les questions qui les touchent, compte tenu de leur âge et de leur maturité d'esprit;
10. **Protéger la terre pour les enfants.** Nous devons préserver notre environnement naturel qui, par sa diversité, sa beauté et ses ressources, contribue à la qualité de l'existence, pour les générations présentes et futures. Nous n'épargnerons aucun effort pour protéger les enfants et minimiser

l'impact que les catastrophes naturelles et les effets de la dégradation de l'environnement ont sur eux.

8. Nous reconnaissons que l'application de la présente Déclaration et du Plan d'action exige non seulement une volonté politique renouvelée mais aussi la mobilisation et l'affectation de ressources supplémentaires aux niveaux national et international, compte tenu de l'urgence et de la gravité des besoins particuliers des enfants.

9. Conformément à ces principes et objectifs, nous adoptons le Plan d'action contenu à la section III ci-après, convaincus que nous bâtirons ensemble un monde dans lequel tous les enfants, garçons et filles, auront une enfance heureuse : un monde dans lequel, aimés, respectés et chéris, les enfants pourront jouer et s'instruire, un monde dans lequel leurs droits seront promus et protégés, sans discrimination d'aucune sorte, un monde dans lequel leur sécurité et leur bien-être revêtiront la plus haute importance et où ils pourront s'épanouir, en bonne santé, dans la paix et dans la dignité.

II. Bilan des progrès réalisés et enseignements

10. La Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial pour les enfants⁴ comptent parmi les engagements internationaux des années 90 dont la mise en oeuvre a été suivie avec le plus de rigueur. Des examens ont eu lieu chaque année au niveau national et des rapports intérimaires ont été présentés à l'Assemblée générale. Après le bilan à mi-parcours, il a été procédé à un examen approfondi de fin de décennie. Cet examen a notamment comporté des réunions régionales de haut niveau à Beijing, à Berlin, au Caire, à Katmandou et à Kingston; permis d'assurer le suivi du Sommet et d'autres grandes conférences; d'encourager le renouvellement des engagements pris au sujet des objectifs du Sommet mondial; et d'adopter des orientations pour l'avenir. Venant compléter les efforts déployés par les gouvernements, des acteurs très divers ont participé à ces examens, dont les enfants, des organisations de jeunesse, des établissements universitaires, des groupes religieux, des organisations de la société civile, des parlementaires, les médias, des organismes des Nations Unies, des donateurs et de grandes organisations non gouvernementales nationales et internationales.

11. Comme le montre le bilan effectué par le Secrétaire général à la fin de la décennie sur le suivi du Sommet mondial pour les enfants, les 10 années 1990-1999 ont été marquées, pour les enfants du monde, par de grandes promesses et des réalisations modestes. Du côté positif, le Sommet et l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant ont contribué à conférer aux enfants une priorité politique. Cent quatre-vingt-douze États, un record, ont ratifié la Convention, l'ont signée ou y ont adhéré. Quelque 155 pays ont élaboré des programmes nationaux d'action pour mettre en oeuvre les objectifs du Sommet. Des engagements régionaux ont été pris. Des dispositions et des mécanismes juridiques de caractère international ont renforcé la protection des enfants. Les efforts visant à réaliser les objectifs définis par le Sommet ont abouti à de nombreux résultats tangibles en faveur des enfants : cette année même, 3 millions d'enfants de moins mourront qu'il y a 10 ans; la poliomyélite est désormais sur le point de disparaître et, grâce à l'iodisation du sel, 90 millions de nouveau-nés sont protégés chaque année contre une perte importante de leurs facultés intellectuelles.

12. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. Les ressources promises lors du Sommet, aux niveaux tant national qu'international, ont encore à se matérialiser. Des défis cruciaux demeurent : plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année alors que beaucoup de ces décès pourraient être évités; 100 millions d'enfants, dont 60 % sont des filles, ne sont toujours pas à l'école; 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition et le VIH/sida se répand à une vitesse catastrophique. La pauvreté, l'exclusion et la discrimination persistent et les investissements dans les services sociaux sont insuffisants. De même, le fardeau de la dette, les dépenses militaires excessives, sans rapport avec les exigences de la sécurité nationale, les conflits armés, l'occupation étrangère, la prise d'otages et toutes les formes de terrorisme, ainsi que l'utilisation peu judicieuse des ressources, entre autres, peuvent entraver l'action que mènent les pays en vue de lutter contre la pauvreté et d'assurer le bien-être des enfants. L'enfance de millions de jeunes continue d'être gâchée par des travaux dangereux, l'exploitation de leurs forces de travail, la vente et la traite d'enfants, notamment des adolescents, et d'autres formes de sévices, d'indifférence, d'exploitation et de violence.

13. L'expérience des 10 dernières années a confirmé qu'il fallait donner la priorité aux besoins et aux droits des enfants dans toute action tendant au développement. Les grandes leçons que l'on peut en tirer sont nombreuses : le changement est possible – et les droits des enfants sont un utile point de convergence; les politiques adoptées doivent prendre en considération à la fois les facteurs immédiats qui pèsent sur les groupes d'enfants ou les excluent et les causes plus larges et plus profondes de l'insuffisance de la protection et des violations dont leurs droits font l'objet; il faut des interventions ciblées pouvant aboutir à des succès rapides en tenant compte du caractère continu et participatif des processus; les efforts doivent s'appuyer sur la force de résistance et la vigueur des enfants eux-mêmes. Les programmes multisectoriels qui mettent l'accent sur les jeunes enfants et visent à soutenir les familles, en particulier dans les situations à haut risque, méritent spécialement d'être appuyés car ils ont un effet bénéfique durable sur la croissance, l'épanouissement et la protection des enfants.

III. Plan d'action

A. Créer un monde digne des enfants

14. Un monde digne des enfants est un monde où tous les enfants sont assurés d'un bon départ dans la vie et ont accès à une éducation de base de qualité, y compris à un enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous, et où tous les enfants, y compris les adolescents, ont toutes les possibilités de développer leur personnalité dans un environnement sûr qui les soutienne. Nous favoriserons le développement physique, psychologique, spirituel, social, affectif, intellectuel et culturel des enfants comme faisant partie intégrante des priorités nationales et mondiales.

15. La famille est l'unité fondamentale de la société et en tant que telle doit être renforcée. Elle a droit à recevoir une protection et un appui complets. C'est à elle qu'incombe la responsabilité principale de la protection, de l'éducation et de l'épanouissement des enfants. Toutes les institutions de la société devraient respecter les droits des enfants, assurer leur bien-être et offrir une aide appropriée aux parents, aux familles, aux tuteurs et autres soignants, de façon que les enfants

puissent grandir et se développer dans un environnement sûr et stable et dans un climat de joie de vivre, de tendresse et de compréhension, en gardant à l'esprit que diverses formes de famille existent dans des systèmes culturels, sociaux et politiques différents.

16. Nous constatons aussi qu'un nombre considérable d'enfants vivent sans soutien parental : orphelins, enfants des rues, enfants déplacés sur le plan interne et réfugiés, enfants victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle et économique, et enfants incarcérés. Des mesures spéciales doivent donc être prises pour soutenir ces enfants et les institutions, moyens et services qui prennent soin d'eux, ainsi que pour doter les enfants des moyens d'assurer leur propre protection et pour renforcer ces moyens.

17. Nous sommes déterminés à faciliter l'accès des familles, des parents, des tuteurs, des soignants et des enfants eux-mêmes à un vaste ensemble d'informations et de services propres à encourager la survie, le développement, la protection et la participation des enfants.

18. La pauvreté chronique demeure l'obstacle majeur à la satisfaction des besoins et à la protection et à la promotion des droits des enfants. Il importe de s'y attaquer sur tous les fronts : de la fourniture des services sociaux de base à la création de possibilités d'emploi; de l'accès au microcrédit à la réalisation d'investissements d'infrastructure; de l'allègement de la dette à l'instauration de pratiques commerciales équitables. Les enfants sont particulièrement touchés par la pauvreté, car celle-ci frappe les bases indispensables à leur développement – la croissance de leur corps et l'épanouissement de leur esprit. La suppression de la pauvreté des enfants et la réduction des disparités doivent donc être des objectifs décisifs des efforts de développement. Les objectifs et stratégies arrêtés lors des récentes grandes conférences des Nations Unies et leur suivi, en particulier lors du Sommet du Millénaire, constituent un cadre international utile pour permettre que les stratégies nationales de réduction de la pauvreté aboutissent à la réalisation et à la protection des droits et à la promotion du bien-être des enfants.

19. Nous reconnaissons que la mondialisation et l'interdépendance, par les flux d'échanges commerciaux, d'investissements et de capitaux et les progrès technologiques, notamment dans le domaine de l'information, ouvrent de nouvelles perspectives à la croissance mondiale, au développement et à l'amélioration des niveaux de vie partout dans le monde. Parallèlement, de graves problèmes subsistent, notamment de graves crises financières, l'insécurité, la pauvreté, l'exclusion et l'inégalité à l'intérieur des sociétés et entre les unes et les autres. Les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, ainsi que certains pays en transition continuent de rencontrer des obstacles considérables à une intégration plus poussée et à leur pleine participation à l'économie mondiale. Si tous les pays ne peuvent pas bénéficier des avantages du développement social et économique, un nombre croissant de personnes dans tous les pays, voire des régions entières, demeureront en marge de l'économie mondiale. Nous devons agir sans tarder en vue de surmonter ces obstacles qui touchent les populations et les pays et réaliser toutes les possibilités offertes afin que tout le monde en bénéficie, en particulier les enfants. Nous sommes résolus à promouvoir un système commercial et financier multilatéral ouvert, équitable, fondé sur la primauté du droit, prévisible et non discriminatoire. Les investissements, consacrés notamment à l'éducation et à la formation, contribueront à donner aux enfants les moyens de tirer parti des

progrès des technologies de l'information et de la communication. La mondialisation offre des possibilités et pose des problèmes. Les pays en développement et les pays en transition se heurtent à des difficultés spéciales lorsqu'ils s'efforcent de faire face à ces problèmes et de tirer parti de ces possibilités. La mondialisation devrait être ouverte à tous et équitable, et il est absolument nécessaire d'élaborer et d'appliquer des politiques et des mesures aux niveaux national et international avec la participation pleine et effective des pays en développement et des pays en transition en vue de les aider à faire face à ces problèmes et à tirer parti de ces possibilités de façon efficace, en accordant un rang de priorité élevé à la réalisation de progrès en faveur des enfants.

20. La discrimination engendre un cercle vicieux, celui de l'exclusion sociale et économique, et compromet l'aptitude des enfants à s'épanouir pleinement. Nous n'épargnerons aucun effort pour éliminer la discrimination contre les enfants, que celle-ci ait pour origine la race de l'enfant ou celle de ses parents ou tuteurs, leur couleur de peau, leur sexe, leur langue, leur religion, leurs opinions politiques ou autres, leur origine nationale, ethnique ou sociale, leur patrimoine, leurs handicaps, leur naissance ou toute autre condition.

21. Nous ferons tout pour veiller à l'exercice intégral et équitable, par les enfants handicapés et par ceux ayant des besoins spéciaux, de tous les droits fondamentaux et de toutes libertés fondamentales, y compris l'accès à la santé, à l'éducation et aux services récréatifs, de manière à assurer leur dignité, à promouvoir leur autonomie et à faciliter leur participation active, notamment par un meilleur accès à tous les services.

22. Les enfants autochtones, les enfants appartenant à des minorités et à des groupes vulnérables sont démesurément défavorisés dans de nombreux pays à cause de toutes les formes de discrimination existantes. Nous prendrons les mesures voulues pour mettre un terme à cette discrimination, offrir une aide particulière à ces enfants et leur permettre d'accéder aux services.

23. Les objectifs fixés pour les enfants, notamment les filles, seront atteints si les femmes bénéficient de tous les droits et libertés fondamentaux, y compris le droit au développement, si elles sont habilitées à participer pleinement, dans des conditions d'égalité, à tous les aspects de la vie de la société et si elles sont protégées de toutes les formes de violence, d'abus et de discrimination. Nous sommes résolus à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des petites filles tout au long de leur vie et à accorder une attention particulière à leurs besoins afin de promouvoir et de protéger leur droit de vivre libres de toute contrainte et à l'abri des pratiques nuisibles et de l'exploitation sexuelle. Nous encouragerons l'égalité entre les sexes et l'égalité d'accès aux services sociaux de base, tels que l'éducation, la nutrition et les soins de santé, y compris pour l'hygiène sexuelle et la médecine procréative, les immunisations et la protection contre les maladies représentant les principales causes de mortalité, et prendrons en considération le problème de la parité entre les sexes dans tous les programmes et toutes les politiques de développement.

24. Nous sommes également conscients qu'il faut examiner l'évolution du rôle des hommes dans la société, en tant que garçons, adolescents et pères, ainsi que les problèmes auxquels se heurtent les garçons qui grandissent dans le monde d'aujourd'hui. Nous continuerons de prôner le principe de la responsabilité partagée des parents pour ce qui est d'éduquer et d'élever les enfants, et mettrons tout en

oeuvre pour veiller à ce que les pères aient la possibilité de participer à la vie de leurs enfants.

25. Il est capital que, parmi les objectifs nationaux relatifs aux enfants, figure la réduction de toutes les disparités, en particulier celles qui découlent de la discrimination fondée sur la race, entre filles et garçons, enfants des zones rurales et enfants des zones urbaines, enfants riches et enfants pauvres, et enfants handicapés et enfants non handicapés.

26. Un certain nombre de tendances et de problèmes écologiques, tels que le réchauffement de la planète, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la pollution atmosphérique, les déchets dangereux, l'exposition aux produits chimiques dangereux et aux pesticides, la déficience des réseaux d'assainissement, le manque d'hygiène, les risques liés à la mauvaise qualité de l'eau et des produits alimentaires et l'inadéquation des logements, doivent être abordés pour veiller à la santé et au bien-être des enfants.

27. Un logement convenable favorise l'intégration familiale, contribue à l'égalité sociale et renforce le sentiment d'appartenance, de sécurité et de solidarité, qui sont essentielles pour le bien-être des enfants. En conséquence, nous nous efforcerons en priorité de faire face à la pénurie de logements et aux autres besoins en infrastructures, notamment pour les enfants vivant dans des zones rurales éloignées et des zones périurbaines marginalisées.

28. Nous prendrons les mesures voulues pour gérer nos ressources naturelles, protéger et sauvegarder notre environnement d'une manière rationnelle. Nous nous emploierons à modifier les schémas de production et de consommation non viables en gardant à l'esprit un certain nombre de principes, notamment celui de la responsabilité commune mais différenciée des États compte tenu de la contribution inégale de chacun à la dégradation de la planète et de l'environnement. Nous aiderons à apprendre à tous les enfants et tous les adultes qu'ils doivent respecter l'environnement pour préserver leur santé et leur bien-être.

29. La Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs comportent un ensemble complet de normes juridiques internationales pour la protection et le bien-être des enfants. Nous reconnaissons aussi l'importance d'autres instruments internationaux pertinents⁵ à cet égard. Les principes généraux qui y sont énoncés – notamment intérêt supérieur de l'enfant, non-discrimination, participation, survie et développement – forment le cadre de nos actions concernant les enfants, y compris les adolescents. Nous invitons tous les pays à envisager, à titre prioritaire, de signer et de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant, ses protocoles facultatifs, ainsi que les Conventions 138 et 182 de l'Organisation internationale du Travail ou d'adhérer à ces instruments. Nous invitons les États parties à exécuter pleinement leurs obligations conventionnelles, à retirer les réserves incompatibles avec l'objet et le but de la Convention relative aux droits de l'enfant, et à envisager d'examiner d'autres réserves en vue de les retirer.

30. Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur des protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation des enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution infantile et la pédopornographie, et nous invitons les États parties à les appliquer intégralement.

31. Nous, gouvernements participant à la session extraordinaire, nous nous engageons à appliquer le Plan d'action en envisageant les mesures suivantes :

- a) Mettre en place, autant que de besoin, des législations, des politiques et des plans d'action nationaux efficaces, et consacrer des ressources à la promotion et à la protection des droits et du bien-être des enfants;
- b) Créer ou renforcer des organes nationaux, tels que des organes de médiation indépendants pour les enfants, et d'autres institutions ou mécanismes chargés de promouvoir et de protéger les droits des enfants;
- c) Mettre au point des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation pour déterminer les effets de notre action pour les enfants;
- d) Favoriser une meilleure et une plus large connaissance des droits de l'enfant.

Partenariats et participation

32. Pour mettre en oeuvre le présent Plan d'action, nous renforcerons notre partenariat avec les parties prenantes ci-après, qui peuvent apporter des contributions uniques, et nous encouragerons l'utilisation de tous les modes de participation pour faire avancer notre cause commune, à savoir le bien-être des enfants et la promotion et la protection de leurs droits :

1. Il faut permettre aux enfants, y compris les adolescents, d'exprimer leurs opinions, en fonction de l'évolution de leurs capacités, d'avoir une image positive d'eux-mêmes, et d'acquérir des connaissances et des compétences, notamment en matière de règlement des conflits, de prise de décisions et de communication, qui les aident à faire face aux problèmes auxquels ils se heurtent dans la vie. Il faut respecter et promouvoir le droit à la liberté d'expression des enfants, y compris les adolescents, et leurs opinions doivent être prises en considération dans tous les secteurs qui les concernent, en accordant l'attention voulue aux opinions de l'enfant selon son âge et sa maturité. L'énergie et la créativité des enfants et des jeunes doivent être encouragées pour qu'ils puissent modeler activement leur environnement, leur société et le monde dont ils hériteront. Les enfants, y compris les adolescents, défavorisés et marginalisés, ont besoin d'une attention et d'une aide particulières pour accéder aux services de base, pour avoir une image positive d'eux-mêmes et pour réussir à se prendre en charge. Nous nous efforcerons d'élaborer et d'appliquer des programmes qui encourageront les enfants, y compris les adolescents, à participer efficacement au processus de prise de décisions, que ce soit dans le cadre de la famille, dans les écoles ou sur les plans local et national;
2. Les parents, les familles, les tuteurs et les autres dispensateurs de soins ont une lourde responsabilité à assumer et un rôle primordial à jouer en ce qui concerne le bien-être des enfants, et ils doivent être appuyés dans l'exécution de leurs responsabilités envers les enfants. Toutes nos politiques et tous nos programmes devraient promouvoir la responsabilité conjointe des parents, des familles, des tuteurs légaux, des autres dispensateurs de soins et de la société en général dans ce domaine;
3. Grâce notamment à des partenariats renforcés à tous les niveaux, les autorités et les collectivités locales peuvent faire en sorte que les enfants soient au coeur des programmes de développement. En faisant fond sur les initiatives en cours (collectivités soucieuses des enfants, villes sans taudis,

etc.), les maires et les dirigeants locaux peuvent améliorer considérablement la vie des enfants;

4. De plus en plus, les parlementaires sont invités à allouer la clef de l'exécution du présent Plan d'action. Pour que celui-ci soit couronné de succès, il leur faudra susciter la prise de conscience nécessaire; adopter la législation voulue; aider à obtenir les crédits nécessaires; et en suivre l'utilisation;

5. Les organisations non gouvernementales et les associations locales seront aidées dans leurs activités, et des mécanismes devraient être établis, s'il y a lieu, pour faciliter la participation de la société civile à l'examen des questions intéressant les enfants. Les acteurs de la société civile peuvent jouer un rôle important en prônant et en appuyant les comportements constructifs et en créant un environnement propice au bien-être des enfants;

6. Le secteur privé et les entreprises peuvent apporter une contribution particulière, qu'il s'agisse d'adopter des pratiques témoignant d'une responsabilité sociale ou de fournir des ressources, y compris des sources de financement novatrices et des programmes de développement communautaire qui bénéficient aux enfants, tels que des programmes de microcrédit;

7. Les dirigeants religieux, spirituels, culturels et autochtones, en raison de leur audience considérable, ont un rôle essentiel à jouer au service de l'enfance, car ils peuvent aider à traduire les buts et objectifs du présent Plan d'action en priorités pour leurs collectivités locales et mobiliser et sensibiliser les citoyens pour les inciter à agir en faveur de l'enfance;

8. Les médias et leurs organisations ont un rôle clef à jouer pour faire mieux connaître la situation des enfants et les problèmes auxquels ils se heurtent; ils devraient aussi jouer un rôle plus actif pour informer les enfants, les parents, les familles et le grand public des initiatives visant à protéger et promouvoir les droits des enfants; ils devraient en outre contribuer aux programmes éducatifs destinés aux enfants. À cet égard, les médias devraient prendre garde à leur influence sur les enfants;

9. Les organisations régionales et internationales, notamment tous les organismes des Nations Unies, tels que les institutions issues des Accords de Bretton Woods et les autres organismes multilatéraux, devraient être encouragés à collaborer et à jouer un rôle décisif pour ce qui est de réaliser et d'accélérer les progrès en faveur des enfants;

10. Les personnes qui travaillent directement avec des enfants ont de grandes responsabilités. Il importe d'améliorer leur statut, leur moral et leur professionnalisme.

B. Objectifs, stratégies et mesures

33. Depuis le Sommet mondial pour les enfants, un grand nombre de buts et d'objectifs qui servent directement les intérêts des enfants ont été entérinés lors des sommets et conférences des Nations Unies, ainsi que dans les réunions d'examen périodiques qui ont suivi. Nous réaffirmons solennellement notre volonté de les faire aboutir et d'offrir aux jeunes générations d'aujourd'hui et de demain les perspectives d'avenir qui ont été refusées à leurs parents. Afin d'asseoir sur des

bases solides l'élan qui devrait permettre de traduire dans les faits d'ici à 2015 nos objectifs en matière de développement international et les ambitions affichées au Sommet du Millénaire, nous prenons la résolution d'atteindre une série d'étapes intermédiaires durant la présente décennie (2000-2010) dans les domaines d'action prioritaires suivants.

34. Compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant, nous nous engageons à mettre en oeuvre les buts, stratégies et mesures ci-après en les adaptant comme il convient à la situation particulière de chaque pays et aux diverses situations et conditions qui règnent dans les différents pays et régions du monde.

1. Promouvoir une existence meilleure et plus saine

35. La pauvreté et le manque d'accès aux services sociaux de base sont responsables chaque année de la mort de plus de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans (plus de la moitié sont encore des nourrissons) victimes de maladies évitables et de malnutrition. Chaque année également, plus d'un demi-million de femmes et d'adolescentes meurent de complications en cours de grossesse ou au moment de l'accouchement, d'anémie maternelle et de malnutrition et d'autres, beaucoup plus nombreuses encore, sont victimes d'accidents obstétricaux. Plus d'un milliard d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'eau potable, 150 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition; et plus de 2 milliards sont privés de toute structure d'assainissement digne de ce nom.

36. Nous sommes résolus à briser l'engrenage intergénérationnel de la malnutrition et du délabrement de la santé en apportant des améliorations qui permettront à tous les enfants de prendre un bon départ dans la vie : des structures de soins de santé primaires accessibles, efficaces, équitables, soutenues et permanentes dans toutes les collectivités assorties de services d'information et d'orientation; des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement adéquats, l'enseignement dès le plus jeune âge des règles élémentaires d'hygiène et de vie. En conséquence, nous sommes résolus à parvenir aux résultats suivants conformément aux conclusions des récents sommets et conférences des Nations Unies et sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, énoncées dans leurs rapports respectifs :

- a) Réduction d'un tiers au moins du taux de mortalité des nourrissons et des moins de 5 ans, l'objectif global étant de faire diminuer ce taux des deux tiers à l'horizon 2015;
- b) Réduction d'un tiers au moins du taux de mortalité maternelle, en vue d'atteindre l'objectif consistant à réduire ce taux des deux tiers à l'horizon 2015;
- c) Réduction d'un tiers au moins des taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans, et surtout des moins de 2 ans, et réduction d'un tiers au moins des taux d'insuffisance pondérale à la naissance;
- d) Réduction d'un tiers au moins du nombre de ménages ne disposant pas d'installations sanitaires et n'ayant pas accès à l'eau potable à un prix abordable;
- e) Élaboration et mise en oeuvre de politiques et de mesures nationales en faveur de la petite enfance et du développement physique, social, affectif, spirituel et intellectuel des enfants;

f) Formulation et mise en oeuvre de politiques et programmes nationaux de santé publique assortis d'objectifs et d'indicateurs de réalisation et axés sur les adolescents en vue de contribuer à leur bonne santé physique et mentale;

g) Mise à la portée de tous ceux qui sont en âge d'en avoir besoin, au plus tard en 2015, des soins de santé en matière de procréation, dans le cadre d'un système de soins de santé primaires.

37. Pour atteindre ses buts et objectifs, en tenant compte des meilleurs intérêts de l'enfant, conformément aux législations nationales, aux valeurs religieuses et éthiques et au milieu culturel de la population, et en conformité avec tous les droits et toutes les libertés fondamentales de l'être humain, nous appliquerons les stratégies et mesures suivantes :

1. Veiller à ce que la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelles et néonatales soit considérée comme une priorité du secteur de la santé et que les femmes, en particulier les adolescentes enceintes, aient rapidement accès à des soins obstétriques indispensables et d'un prix abordable, à des services de santé maternelle bien équipés et dotés d'un personnel suffisant, à l'assistance d'un personnel qualifié lors de l'accouchement, à des soins obstétriques d'urgence, au transport et à des soins dans ces centres spécialisés si nécessaire, aux soins *post partum* et à des services de planification de la famille afin de promouvoir, entre autres, la maternité sans risques.

2. Donner à tous les enfants accès à des services d'éducation, d'information et de soins de santé de base appropriés, accueillants et de haute qualité.

3. Assurer effectivement, à toutes les personnes d'âge approprié, une vie saine, notamment en matière d'hygiène sexuelle et de santé procréative, conformément aux engagements pris lors de récentes conférences au sommet des Nations Unies, dont le Sommet mondial pour les enfants, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement social et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à leurs examens quinquennaux et à leurs rapports.

4. Promouvoir la santé et la survie de l'enfant et réduire aussi rapidement que possible les disparités entre pays développés et pays en développement et à l'intérieur de ces pays, en s'attachant particulièrement à éliminer le schéma de mortalité excessive et évitable chez les nourrissons et les enfants de sexe féminin;

5. Protéger, promouvoir et encourager l'allaitement exclusif des nourrissons pendant les six premiers mois de la vie, puis l'allaitement complété par une alimentation infantile sans danger, appropriée et adaptée jusqu'à l'âge de 2 ans ou au-delà. Mettre à la disposition des mères séropositives ou sidéennes des services de consultation sur l'alimentation des nourrissons qui les aideront à faire des choix libres et éclairés;

6. Une attention particulière doit être accordée aux soins prénataux et postnataux, aux soins obstétriques essentiels et aux soins aux nouveau-nés, notamment pour les femmes et les enfants habitant dans des régions dépourvues de services;

7. Faire en sorte que le taux national de vaccination complète des enfants de moins de 1 an soit de 90 % au minimum et que la couverture vaccinale atteigne au moins 80 % dans toutes les circonscriptions ou entités administratives équivalentes; réduire de moitié d'ici à 2005 le nombre de décès dus à la rougeole; éliminer le tétanos de la mère et du nouveau-né avant 2005, et faire bénéficier tous les enfants de la planète des bienfaits apportés par la découverte de nouveaux vaccins et l'amélioration des formules vaccinales et autres mesures prophylactiques;
8. Obtenir d'ici à 2005 l'éradication de la poliomyélite dans le monde entier;
9. Éradiquer la dracunculose;
10. Favoriser le développement des jeunes enfants en fournissant des services et un appui appropriés aux parents, y compris les parents handicapés, aux familles, aux tuteurs et aux équipes soignantes, plus particulièrement à des moments clefs tels que la grossesse, l'accouchement, les premiers mois de la vie et la petite enfance, de façon à assurer le développement physique, psychologique, social, spirituel et intellectuel des enfants;
11. Appliquer plus systématiquement les mesures éprouvées et rentables de lutte contre les maladies et la malnutrition, qui sont l'une et l'autre des causes majeures de mortalité et de morbidité infantiles, notamment en réduisant d'un tiers le nombre de décès dus aux affections respiratoires aiguës, de moitié le nombre de décès par diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans, de moitié la prévalence et le taux de mortalité de la tuberculose, en réduisant aussi l'incidence des parasitoses intestinales et des maladies sexuellement transmissibles, du VIH/sida, et de toutes les formes d'hépatites et veiller à ce que des mesures efficaces soient mises à la portée de tous, surtout dans les régions ou parmi les populations marginalisées;
12. Réduire de moitié la prévalence des maladies paludéennes et faire en sorte que 60 % des personnes particulièrement exposées au paludisme, surtout les enfants et les femmes, dorment sous des moustiquaires traitées à l'insecticide;
13. Améliorer l'alimentation de la mère, de l'enfant et de l'adolescent, en assurant la sécurité alimentaire des ménages, un accès plus large aux services sociaux de base et l'introduction de pratiques thérapeutiques efficaces;
14. Aider les populations et les pays frappés par de graves pénuries alimentaires ou par la famine;
15. Renforcer les systèmes sanitaires et éducatifs et élargir les dispositifs de protection afin que les familles, les collectivités locales, les écoles et les structures de soins primaires puissent à eux tous dispenser des soins cliniques, diététiques et pédiatriques intégrés et efficaces, et puissent notamment s'occuper promptement des garçons et des filles marginalisés;
16. Réduire le nombre d'enfants victimes d'accidents ou d'autres traumatismes, en élaborant et en appliquant les mesures préventives appropriées;

17. Veiller à ce que les enfants handicapés ou ayant des besoins spéciaux aient effectivement accès à des services intégrés, notamment des services de rééducation et de soins de santé et privilégier les soins en milieu familial, moyennant des dispositifs adéquats d'accompagnement des familles, des tuteurs et des soignants;

18. Apporter une aide spéciale aux enfants souffrant de troubles mentaux et psychologiques;

19. Favoriser la bonne santé physique, mentale et l'équilibre affectif de l'enfant et de l'adolescent face aux jeux, aux sports, aux loisirs et à l'expression artistique et culturelle;

20. Formuler et mettre en oeuvre des politiques et des programmes à l'intention des enfants, en particulier des adolescents, qui visent à prévenir la consommation de stupéfiants, de substances psychotropes et inhalées, sauf pour des raisons médicales, et à atténuer les conséquences néfastes de leur abus, et promouvoir les politiques et les programmes en la matière, spécialement ceux qui favorisent la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme;

21. Formuler des politiques et des programmes visant à réduire la violence et les suicides chez les enfants et les adolescents;

22. Éliminer durablement les troubles liés aux carences en iode d'ici à 2005 et l'avitaminose A à l'horizon 2010, réduire d'un tiers la prévalence de l'anémie, notamment ferriprive, d'ici à 2010, et accélérer la réduction des autres carences en micronutriments grâce à la diversification du régime alimentaire, aux aliments enrichis et aux suppléments alimentaires;

23. Aider les familles et les collectivités locales à gérer les structures sanitaires existantes afin de préparer à terme l'accès universel à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement tout en encourageant parallèlement l'évolution des habitudes grâce à des campagnes de sensibilisation aux règles de bonne santé et d'hygiène, menées dans les écoles notamment;

24. S'opposer à toute disparité dans le domaine de la santé et de l'accès aux services sociaux de base, y compris les services médicaux, portant préjudice aux enfants des populations autochtones et aux enfants appartenant à des minorités;

25. Élaborer des législations, politiques et programmes, selon qu'il conviendra, au niveau national, et accroître la coopération internationale en vue de prévenir, notamment, l'exposition des enfants aux polluants nocifs de l'air, de l'eau, du sol et de l'alimentation.

2. Pour une éducation de qualité

38. L'éducation est un droit fondamental, l'un des facteurs propres à entraîner une réduction de la pauvreté et du travail des enfants et l'une des voies vers la démocratie, la paix, la tolérance et le développement. Pourtant, plus de 100 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire, des filles pour la plupart, ne sont pas scolarisés. Des millions d'autres sont confiés à des instituteurs non qualifiés et sous-rémunérés dans des classes surchargées, insalubres et mal équipées. Un enfant sur trois ne fait pas les cinq années d'études nécessaires à une éducation de base.

39. Comme il a été convenu lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar, qui a de nouveau confirmé le rôle confié à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à savoir coordonner l'éducation pour tous les partenaires et maintenir leur dynamique collective dans le processus d'assurer l'éducation de base, nous considérerons comme hautement prioritaire de garantir qu'en 2015 tous les enfants aient accès à l'éducation primaire gratuite, obligatoire et de qualité et terminent leurs études. Nous nous attacherons également à garantir progressivement l'éducation secondaire. Afin de progresser dans la réalisation de ces objectifs, nous prenons les engagements suivants :

a) Étendre et améliorer l'éducation et les soins complets en faveur de la petite enfance, tant pour les filles que pour les garçons, notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés;

b) Réduire de moitié le nombre d'enfants qui, bien qu'en âge de fréquenter l'école primaire, ne sont pas scolarisés et atteindre d'ici à 2010 un taux d'inscription net ou de participation à des programmes d'éducation primaire non traditionnels de bonne qualité d'au moins 90 % dans l'enseignement primaire;

c) Éliminer les disparités entre filles et garçons dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005; et réaliser l'égalité entre les sexes en matière d'éducation d'ici à 2015, en s'attachant à assurer aux filles le plein accès, sur un pied d'égalité, à une éducation de base de bonne qualité en veillant à ce qu'elles achèvent leurs études;

d) Améliorer tous les aspects de la qualité de l'éducation de base de façon que les enfants et les jeunes obtiennent des résultats reconnus et mesurables en particulier en ce qui concerne le calcul, la lecture et l'écriture et les compétences pratiques essentielles;

e) Veiller à répondre aux besoins en matière d'éducation de tous les jeunes en leur assurant l'accès à des programmes appropriés d'enseignement de base et d'enseignement des compétences pratiques et essentielles;

f) Élever de 50 % le niveau d'alphabétisation des adultes, en particulier des femmes, d'ici à 2015.

40. Pour atteindre ces buts et objectifs, nous mettrons en oeuvre les stratégies et mesures suivantes :

1. Formuler et appliquer des stratégies spéciales visant à ce que l'enseignement soit largement ouvert à tous les enfants et adolescents, et à ce que l'éducation de base soit abordable pour toutes les familles;

2. Promouvoir des programmes novateurs qui encouragent les écoles et les communautés à mieux identifier les enfants qui ont abandonné l'école ou sont exclus des dispositifs de scolarisation et de l'enseignement, en particulier les filles et les enfants qui travaillent, les enfants ayant des besoins spéciaux et les enfants handicapés, et à les aider à s'inscrire à l'école et à la fréquenter et à leur donner les moyens de terminer leurs études. Ces programmes devraient faire intervenir les gouvernements aussi bien que les familles, les communautés et les organisations non gouvernementales en tant que partenaires dans le processus éducatif. Des mesures spéciales devraient être mises en place pour prévenir et limiter l'abandon scolaire, notamment pour cause d'entrée sur le marché du travail;

3. Combler le fossé entre l'éducation scolaire et l'éducation non scolaire en tenant compte de la nécessité d'assurer la qualité des services éducatifs, et notamment la compétence des enseignants, et en reconnaissant que l'éducation non scolaire et les approches alternatives constituent des expériences positives. Favoriser en outre la complémentarité des deux types d'éducation, scolaire et non scolaire;
4. Veiller à ce que tous les programmes d'éducation de base soient accessibles et adaptés aux enfants ayant des besoins éducationnels particuliers et aux enfants souffrant de handicaps divers;
5. Veiller à ce que les enfants des populations autochtones et les enfants appartenant à des minorités puissent être scolarisés dans les mêmes conditions que les autres enfants en faisant en sorte que leur éducation soit dispensée d'une manière adaptée à leur culture. L'action engagée devra aussi donner aux enfants des populations autochtones et aux enfants appartenant à des minorités des possibilités de s'instruire afin de développer le respect de leur identité culturelle, de leur langue et de leurs valeurs et de les préserver;
6. Mettre au point et adopter des stratégies spéciales tendant à améliorer la qualité de l'éducation et à répondre aux besoins éducationnels de tous;
7. Mettre en place, avec la participation des enfants, un système d'enseignement convivial dans lequel ils se sentent en sécurité, ils soient protégés contre les mauvais traitements, la violence et la discrimination, ils soient en bonne santé et qui les prédispose à apprendre. Veiller à ce que les programmes et matériels pédagogiques tiennent pleinement compte de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des valeurs de paix, de tolérance et d'égalité entre les sexes, en utilisant les possibilités offertes par la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010);
8. Renforcer les soins et l'éducation dispensés à la petite enfance en offrant des services et en formulant et finançant des programmes à l'intention des familles, des tuteurs, des pourvoyeurs de soins et des communautés;
9. Donner aux adolescents accès à une éducation et à des possibilités de formation pour les aider à acquérir des moyens de subsistance stables;
10. Élaborer, s'il y a lieu, et mettre en oeuvre des programmes permettant aux mères de poursuivre leurs études;
11. Préconiser la poursuite de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes à l'intention des enfants, en particulier des adolescents, destinés à prévenir et à décourager la consommation de tabac et d'alcool, en particulier dans les écoles; et à dépister, combattre et prévenir le trafic et la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, sauf pour des raisons médicales, notamment en organisant des campagnes médiatiques d'information sur les effets néfastes de la toxicomanie, et en prenant les mesures nécessaires pour s'attaquer aux causes premières;
12. Promouvoir des programmes novateurs qui incitent les familles à faible revenu ayant des enfants d'âge scolaire à inscrire les filles et les garçons à l'école et à leur faire fréquenter l'école en plus grand nombre, et à faire en

sorte que ceux-ci ne soient pas contraints de travailler au détriment de leurs études;

13. Formuler et introduire des programmes visant expressément à éliminer les disparités entre les filles et les garçons en matière de taux d'inscription scolaire ainsi que les préjugés et stéréotypes fondés sur le sexe dans les systèmes, programmes et matériels d'éducation, qu'ils résultent de pratiques discriminatoires, d'attitudes sociales ou culturelles, ou de facteurs juridiques et économiques;

14. Améliorer le statut, rehausser le moral et renforcer le professionnalisme des enseignants, y compris des puériculteurs, et garantir à ces derniers une rémunération adéquate, des possibilités de perfectionnement et des incitations à s'en prévaloir;

15. Mettre au point des systèmes de direction et de gestion dynamiques, participatifs et responsables en matière d'éducation, tant au niveau des établissements scolaires et des collectivités que sur le plan national;

16. Répondre aux besoins éducatifs particuliers des enfants dans les situations de crise en veillant notamment à ce qu'une éducation leur soit dispensée pendant et après ces crises et engager des programmes d'éducation préconisant une culture de la paix selon des modalités qui aident à prévenir la violence et les conflits et qui favorisent la réadaptation des victimes;

17. Offrir aux écoles et aux communautés des possibilités et installations accessibles en matière de loisirs et d'activités sportives;

18. Mettre les technologies informatiques en évolution rapide au service de l'éducation, en veillant à ce qu'elles soient d'un coût abordable, y compris le téléenseignement, et en réduisant les inégalités sur le plan de l'accès et de la qualité;

19. Élaborer des stratégies destinées à atténuer l'impact du VIH/sida sur les systèmes et établissements d'enseignement, les élèves et leurs études.

3. Protection contre la maltraitance, l'exploitation et la violence

41. La guerre, la violence, l'exploitation, le délaissement et toutes les formes de maltraitance et de discrimination sont responsables des souffrances et de la mort de centaines de millions d'enfants. De par le monde, des enfants vivent dans des conditions particulièrement difficiles, sont irrémédiablement handicapés ou gravement blessés par des conflits armés, viennent grossir les rangs des populations déplacées ou réfugiées, sont victimes de catastrophes naturelles et causées par l'homme, telles que notamment l'exposition aux rayonnements et produits chimiques dangereux, se ressentent du fait que leurs parents sont des travailleurs migrants ou appartiennent à d'autres groupes défavorisés sur le plan social, ou sont confrontés au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée.

Le trafic, la contrebande, l'exploitation physique et sexuelle et l'enlèvement, de même que l'exploitation économiques des enfants, voire sous ses pires formes, sont des réalités quotidiennes pour les enfants dans toutes les régions du monde, et la violence au sein de la famille et la violence d'ordre sexuel contre les femmes et les enfants demeurent de graves problèmes.

Dans plusieurs pays, les sanctions économiques ont des répercussions sur les plans social et humanitaire sur la population civile, en particulier les femmes et les enfants.

42. Dans certains pays, la situation des enfants subit le contrecoup de mesures qui ne sont pas en conformité avec le droit international et la Charte des Nations Unies qui font obstacle aux relations commerciales entre les États, entravent la pleine réalisation du développement social et économique et nuisent au bien-être de la population des pays touchés, avec des conséquences particulières pour les femmes et les enfants, notamment les adolescents.

43. Les enfants ont le droit d'être protégés contre toutes les formes de maltraitance, de délaisement, d'exploitation et de violence. Les sociétés doivent éliminer toutes les formes de violence à l'encontre des enfants. Nous nous engageons donc à :

a) Protéger les enfants contre toutes les formes de maltraitance, de délaisement, d'exploitation et de violence;

b) Protéger les enfants contre des répercussions des conflits armés et veiller au respect du droit international humanitaire et des instruments relatifs aux droits de l'homme;

c) Protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation sexuelle, y compris la pédophilie, la traite et le rapt;

d) Prendre immédiatement des mesures efficaces pour éliminer les pires formes de travail des enfants, telles qu'elles sont définies dans la Convention No 182 de l'Organisation internationale du Travail et élaborer et appliquer des stratégies pour éliminer le travail des enfants qui est contraire aux normes acceptées au niveau international;

e) Améliorer le sort des millions d'enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles.

44. À cet effet, nous mettrons en oeuvre les stratégies et mesures suivantes :

Protection générale

1. Mettre en place des systèmes d'enregistrement de tous les enfants à la naissance ou peu après, et respecter le droit de chaque enfant à un nom et à une nationalité, conformément à la législation nationale et aux instruments internationaux pertinents.

2. Encourager tous les pays à adopter et appliquer des lois pour la protection de l'enfance et à améliorer l'application des politiques et programmes destinés à protéger les enfants contre toutes les formes de violence, d'abandon, de sévices et d'exploitation que ce soit – dans leur famille, à l'école ou dans d'autres établissements, sur le lieu de travail et dans la communauté.

3. Adopter des mesures spéciales en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des enfants fondée sur la race, la couleur de la peau, le sexe, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la situation pécuniaire, l'existence d'un handicap, la naissance ou tout

autre statut et faire en sorte qu'ils aient accès à l'éducation, aux services sanitaires et aux services sociaux essentiels.

4. Réprimer tous les crimes contre les enfants en traduisant leurs auteurs en justice et en rendant leurs condamnations publiques.

5. Faire le nécessaire pour éviter toute mesure unilatérale, non conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies, qui empêche la population des pays concernés, en particulier les femmes et les enfants, de bénéficier pleinement du développement économique et social, nuise à leur bien-être et compromette le plein exercice de leurs droits fondamentaux, y compris le droit de chacun à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être, et le droit à l'alimentation, aux soins médicaux et aux services sociaux nécessaires. Faire en sorte que la nourriture et les médicaments ne soient pas utilisés comme des moyens de pression politique.

6. Faire largement savoir que la non-assistance aux enfants victimes de violence, de maltraitance et d'exploitation est une infraction lourde aux conséquences graves.

7. Promouvoir la mise en place de services de prévention, de soutien et de prise en charge des jeunes en difficulté et de tribunaux pour mineurs fondés sur les principes de la justice réparatrice qui respectent pleinement les droits de l'enfant et soient dotés de personnels spécialement formés et soucieux avant tout de réinsertion.

8. Protéger les enfants contre la torture et les autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants. Demander aux gouvernements de tous les États, en particulier des États où la capitale n'a pas été abolie, de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des dispositions pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris en particulier, les articles 37 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant et aux articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

9. Mettre fin aux pratiques traditionnelles ou coutumières qui violent les droits des enfants et des femmes, telles que les mariages précoces et forcés et les mutilations génitales féminines.

10. Créer des mécanismes de protection et d'assistance particuliers pour les enfants sans famille immédiate.

11. Adopter et appliquer selon les circonstances des politiques de prévention, de protection, de réadaptation et de réinsertion des enfants issus de milieux défavorisés et en danger, notamment les orphelins, les enfants abandonnés, les enfants de travailleurs migrants, les enfants travaillant et/ou vivant dans la rue et les enfants vivant dans une pauvreté extrême, et leur donner accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux autant que de besoin.

12. Protéger les enfants contre les adoptions ou les placements dans des foyers qui sont illégaux, exposent les enfants à l'exploitation ou ne servent pas au mieux leurs intérêts.

13. Se préoccuper des cas d'enlèvements internationaux d'enfants par l'un des parents.

14. Combattre et prévenir l'utilisation d'enfants, y compris des adolescents, aux fins de la production et du trafic illicites de drogues et de substances psychotropes.
15. Promouvoir de vastes programmes visant à combattre l'utilisation des enfants, y compris les adolescents, dans le cadre de la production illicite et du trafic de drogues et de substances psychotropes.
16. Rendre les traitements et les moyens de réinsertion accessibles aux enfants, en particulier aux adolescents, qui sont dépendants vis-à-vis de stupéfiants, de substances psychotropes ou inhalées, ou de l'alcool.
17. Fournir protection et assistance aux réfugiés et déplacés, qui sont en majorité des femmes et des enfants, conformément au droit international, notamment au droit international humanitaire.
18. Faire en sorte que les enfants frappés par des catastrophes naturelles reçoivent une aide humanitaire rapide et efficace grâce à l'amélioration des dispositifs et capacités d'intervention et qu'ils bénéficient de l'assistance et de la protection nécessaires pour pouvoir reprendre au plus tôt une vie normale.
19. Encourager l'adoption de mesures visant à protéger les enfants contre les sites Web, les jeux et les programmes informatiques violents ou pernicieux qui ont une influence négative sur leur développement psychologique, en tenant compte des responsabilités des familles, des tuteurs et des personnes qui dispensent des soins.

Protection contre les répercussions des conflits armés

20. Mieux protéger les enfants victimes de conflits armés et adopter des mesures efficaces pour protéger les enfants vivant sous occupation étrangère.
21. Veiller à ce que la question des droits et de la protection des enfants soit largement présente dans les pourparlers de paix et les accords qui en sont issus, et qu'elle figure également en bonne place dans les opérations de maintien de la paix et les programmes de consolidation de la paix des Nations Unies, et associer, si possible, les enfants à ces processus.
22. Mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, en contravention du droit international, et assurer leur démobilisation et leur désarmement effectif et appliquer des mesures efficaces pour assurer leur réadaptation physique et psychologique et leur réinsertion sociale.
23. Mettre fin à l'impunité, poursuivre les responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre et exclure, si possible, ces crimes des dispositifs et lois d'amnistie et s'assurer que les commissions de type Vérité et justice qui se créent parfois au lendemain des conflits se saisissent également des actes particulièrement graves impliquant des enfants et que des procédures appropriées tenant compte des intérêts des enfants soient mises en place.
24. Prendre des mesures concrètes pour lutter contre toutes les formes de terrorisme, qui constituent de sérieux obstacles au développement et au bien-être des enfants.

25. S'assurer que tous les personnels civils, militaires et policiers participant aux opérations de maintien de la paix reçoivent une formation théorique et pratique adéquate en matière de droits et de protection des enfants ainsi qu'en matière de droit international humanitaire.

26. Lutter contre le trafic d'armes légères; protéger les enfants du danger que représentent les mines terrestres, les munitions non explosées et autre matériel de guerre dont ils peuvent être victimes; et fournir une assistance aux enfants victimes de ces engins pendant et après les conflits armés.

27. Convenir de renforcer la coopération internationale, notamment au niveau des ressources et de la coordination de l'assistance humanitaire à apporter aux pays qui accueillent des réfugiés, et d'aider tous les réfugiés et les personnes déplacées, en particulier les enfants et leur famille, à rentrer volontairement chez eux, dans la sécurité et la dignité, et à se réinsérer progressivement dans la société.

28. Élaborer et appliquer, avec la coopération internationale nécessaire, des politiques et programmes aux fins de la protection et du bien-être des enfants réfugiés et des enfants en quête d'asile, et la fourniture des services sociaux de base, y compris l'accès à l'enseignement, en sus des soins de santé et des aliments.

29. Accorder la priorité aux programmes de recherche de membres de la famille et de réunification des familles et continuer à surveiller les arrangements relatifs aux soins en faveur des enfants réfugiés ou déplacés dans leur propre pays non accompagnés ou séparés.

30. Évaluer et surveiller l'incidence des sanctions sur les enfants et prendre d'urgence des mesures concrètes, conformément au droit international, pour limiter les conséquences préjudiciables des sanctions économiques sur les femmes et les enfants.

31 Prendre toutes les mesures voulues pour éviter aux enfants d'être pris en otages.

32. Définir des stratégies précises pour protéger les filles et répondre à leurs besoins et à leurs problèmes particuliers lorsqu'elles se trouvent dans des situations de conflit armé.

Lutte contre le travail des enfants

33. Prendre immédiatement des mesures efficaces pour interdire et éliminer de toute urgence les pires formes de travail des enfants. Faciliter la réadaptation et l'intégration sociale des enfants libérés des pires formes de travail des enfants, notamment en leur assurant gratuitement une éducation de base et, dans la mesure du possible, une formation professionnelle.

34. Prendre des mesures appropriées pour s'aider mutuellement à éliminer les pires formes de travail des enfants grâce à la coopération ou à l'aide internationale, notamment l'appui au développement économique et social, aux programmes d'élimination de la pauvreté et à l'éducation pour tous.

35. Formuler et mettre en oeuvre des stratégies tendant à protéger les enfants contre l'exploitation économique et contre tout travail dangereux ou nuisible à

leur éducation ou à leur santé ou de nature à entraver leur épanouissement physique, mental, spirituel, moral ou social.

36. Dans ce contexte, protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation économique en mobilisant les partenariats nationaux et la coopération internationale et améliorer la situation des enfants, notamment en fournissant aux enfants qui travaillent une éducation de base gratuite et une formation professionnelle et en les intégrant dans le système éducatif de toutes les manières possibles, et encourager l'appui aux politiques sociales et économiques visant à éliminer la pauvreté et à fournir aux familles, en particulier aux femmes, des possibilités d'emploi et de création de revenus.

37. Encourager la coopération internationale en vue d'aider les pays en développement, sur leur demande, à s'attaquer au travail des enfants et à ses causes profondes, notamment par le biais de politiques sociales et économiques d'élimination de la pauvreté, tout en soulignant que les normes de travail ne doivent pas être mises au service de fins protectionnistes.

38. Renforcer la collecte et l'analyse de données sur le travail des enfants.

39. Faire de la lutte contre le travail des enfants une partie intégrante des efforts nationaux de développement et de lutte contre la pauvreté, en particulier des politiques et programmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale.

Élimination du trafic et de l'exploitation sexuelle des enfants

40. Prendre d'urgence des mesures nécessaires aux niveaux national et international pour mettre fin à la vente d'enfants et de leurs organes, aux sévices sexuels dirigés contre des enfants et à l'exploitation des enfants à des fins sexuelles, y compris à la pornographie exploitant des enfants, à la prostitution d'enfants et à la pédophilie, et lutter contre les marchés existants.

41. Sensibiliser au caractère illégal et aux conséquences nocives des sévices sexuels dirigés contre les enfants, ainsi que de l'exploitation – y compris sur l'Internet – et du trafic des enfants à des fins sexuelles.

42. Mobiliser l'appui du secteur privé, y compris l'industrie du tourisme, et des médias pour mener une campagne contre l'exploitation et le trafic des enfants à des fins sexuelles.

43. Déterminer les causes profondes, y compris les facteurs externes, de l'exploitation sexuelle et de la traite des enfants et mettre en oeuvre des stratégies préventives pour prévenir cette exploitation et cette traite.

44. Protéger la sécurité des victimes du trafic et de l'exploitation à des fins sexuelles et apporter un appui à leur réadaptation et réintégration.

45. Prendre les mesures nécessaires, à tous les niveaux voulus, et selon que de besoin, pour ériger en délits passibles de poursuites pénales, conformément à tous les instruments internationaux pertinents et applicables, toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle à l'encontre des enfants, y compris au sein de la famille ou à des fins commerciales, la prostitution des enfants, la pédophilie, la pornographie mettant en scène des enfants, le tourisme à caractère sexuel impliquant des enfants, le trafic, la vente d'enfants

et de leurs organes et la pratique du travail forcé des enfants ou de toute autre forme d'exploitation des enfants, tout en veillant à ce que le système de justice pénale traite les enfants victimes en veillant à ce que leur intérêt supérieur soit une considération primordiale.

46. Surveiller et échanger les informations aux niveaux régional et international sur le trafic transfrontière des enfants; renforcer la capacité de la police des frontières et autres responsables de l'application des lois d'arrêter le trafic et assurer ou renforcer leur formation à respecter la dignité, les droits humains et les libertés fondamentales de tous ceux qui sont victimes de trafic, notamment les femmes et les enfants victimes de ce trafic.

47. Prendre les mesures voulues, notamment dans le cadre d'une coopération accrue entre les gouvernements, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et les ONG, pour lutter contre l'utilisation criminelle des technologies informatiques, notamment aux fins de la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie exploitant des enfants, le tourisme sexuel pédophile, la pédophilie et autres formes de violence et de sévices contre les enfants et les adolescents.

4. Lutter contre le VIH/sida

45. La pandémie de VIH/sida a des effets dévastateurs sur les enfants et ceux qui s'occupent d'eux. Il s'agit notamment des 13 millions d'enfants orphelins du sida, des près de 600 000 nourrissons infectés chaque année par transmission materno-foetale et des millions de jeunes séropositifs qui sont socialement stigmatisés par le VIH mais n'ont pas accès à un système de conseils, de soins et d'appui adéquat.

46. Pour lutter contre l'incidence dévastatrice du VIH/sida sur les enfants, nous sommes résolus à prendre d'urgence des mesures agressives comme il a été convenu à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida et à accorder une attention particulière aux objectifs et engagements ci-après arrêtés d'un commun accord :

a) Fixer, d'ici à 2003, des objectifs nationaux assortis de délais pour réaliser l'objectif de prévention arrêté au niveau mondial tendant à réduire de 25 % d'ici à 2005 la séroprévalence parmi les jeunes des deux sexes âgés de 15 à 24 ans dans les pays les plus touchés et de 25 % à l'échelle mondiale d'ici à 2010, et intensifier les efforts pour réaliser ces objectifs et lutter contre les stéréotypes et les comportements sexistes, ainsi que les inégalités de traitement entre les sexes en ce qui concerne le VIH/sida, en encourageant la participation active des hommes et des garçons;

b) Réduire de 20 % d'ici à 2005 et de 50 % d'ici à 2010 la proportion d'enfants infectés par le VIH, en faisant en sorte que 80 % des femmes enceintes qui reçoivent des soins prénatals aient accès à des services d'information, de conseils et d'autres services de prévention du VIH/sida, en augmentant les services de traitement efficace disponibles pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant et en assurant aux femmes séropositives et à leurs enfants l'accès à ces services, ainsi que grâce à des interventions efficaces en faveur des femmes séropositives, y compris des services de conseils confidentiels et de dépistage volontaire, l'accès aux traitements, en particulier aux thérapies antirétrovirales et, le

cas échéant, la fourniture de substituts du lait maternel et la prestation de soins continus;

c) Formuler d'ici à 2003 et exécuter d'ici à 2005 des politiques et stratégies nationales pour mettre en place et renforcer aux niveaux gouvernemental, familial et communautaire des capacités pour créer un environnement favorable aux orphelins et aux garçons et filles séropositifs et touchés par le VIH/sida, notamment pour leur fournir des services de conseils et d'appui psychosocial appropriés; leur assurer l'inscription dans les écoles ainsi que l'accès au logement, à une bonne nutrition, aux services de santé et services sociaux au même titre qu'aux autres enfants; et protéger les orphelins et les enfants vulnérables de toutes les formes de sévices, de violence, d'abus, d'exploitation, de discrimination et de trafic ainsi que de la perte de leur héritage.

47. Pour réaliser ces objectifs, nous mettrons en oeuvre les stratégies et mesures ci-après :

1. D'ici à 2003, assurer la formulation et la mise en oeuvre de stratégies nationales multisectorielles et de plans de financement pour lutter contre le VIH/sida qui s'attaquent à l'épidémie de façon résolue; dénoncent la stigmatisation, le silence et la dénégation; se penchent sur les dimensions sexospécifiques de l'épidémie et celles ayant trait à l'âge; éliminent la discrimination et la marginalisation, associent des partenaires de la société civile et du monde des affaires et assurent la participation pleine et entière des personnes vivant avec le VIH ou le sida, des groupes vulnérables et des personnes qui sont les plus exposées, en particulier les femmes et les jeunes; soient financés dans toute la mesure possible par imputation sur les budgets nationaux sans exclure d'autres sources, notamment la coopération internationale; assurent pleinement la promotion et la protection de tous les droits humains et libertés fondamentales, y compris le droit au niveau le plus élevé réalisable de santé physique et mentale; soient soucieux de la parité entre les sexes; et abordent les problèmes du risque, de la vulnérabilité, de la prévention, des soins, des traitements et de l'appui aux sidéens, et de la réduction de l'impact de l'épidémie; et renforcent les capacités des services de santé et d'éducation et du système juridique;

2. Faire en sorte que d'ici à 2005, au moins 90 %, et d'ici à 2010, au moins 95 % des jeunes des deux sexes âgés de 15 à 24 ans aient accès à l'information, à l'éducation, y compris l'éducation mutuelle et l'éducation sur le VIH spécialement conçue pour les jeunes, et aux services nécessaires pour acquérir les connaissances pratiques dont ils ont besoin pour réduire leur vulnérabilité à l'infection au VIH, en partenariat total avec les jeunes, les parents, les familles, les éducateurs et les prestataires de soins de santé;

3. D'ici à 2005, élaborer des stratégies de soins globales pour renforcer les soins axés sur la famille et la communauté, y compris ceux fournis par le secteur non structuré, et les systèmes de soins de santé pour traiter les personnes vivant avec le VIH ou le sida et contrôler leur traitement, y compris les enfants séropositifs, et pour aider les individus, les ménages, les familles et les communautés touchés par le VIH/sida; améliorer la capacité et les conditions de travail du personnel des services de santé, ainsi que l'efficacité des systèmes de fourniture, des plans de financement et des systèmes d'aiguillage nécessaires pour assurer l'accès aux médicaments à des prix

abordables, y compris aux médicaments antirétroviraux, aux tests diagnostiques et aux technologies connexes ainsi qu'à des soins médicaux, palliatifs et psychosociaux de qualité, et réaliser des progrès sensibles dans la mise en oeuvre de ces stratégies;

4. D'ici à 2005, mettre en oeuvre des mesures propres à renforcer les capacités des femmes et des adolescentes de se protéger du risque de l'infection au VIH, principalement grâce à la prestation de services de soins de santé, y compris les services de santé en matière de sexualité et de reproduction et à une éducation préventive qui cherche à promouvoir l'égalité entre les sexes dans un cadre tenant compte des facteurs culturels et des besoins particuliers des femmes;

5. D'ici à 2003, formuler et/ou renforcer des stratégies, politiques et programmes qui reconnaissent l'importance de la famille dans la réduction de la vulnérabilité notamment dans l'éducation et l'orientation des enfants et qui tiennent compte des facteurs culturels, religieux et ethniques, en vue de réduire la vulnérabilité des enfants et des jeunes en assurant aux filles comme aux garçons l'éducation primaire et secondaire, y compris des cours de formation sur le VIH/sida dans les programmes d'enseignement destinés aux adolescents; en assurant un environnement sûr, surtout aux jeunes filles; en élargissant les services d'information, d'éducation et de consultation dans le domaine de la santé en matière de sexualité qui soient de bonne qualité et spécialement conçus pour les jeunes; en renforçant les programmes de santé en matière de sexualité et de reproduction; et en associant, dans la mesure du possible, les familles et les jeunes à la planification, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des programmes de prévention et de soins concernant le VIH/sida;

6. D'ici à 2003, élaborer et commencer à exécuter des stratégies nationales pour intégrer la sensibilisation, la prévention, les soins et le traitement en matière de VIH/sida aux programmes ou aux mesures visant à faire face aux situations d'urgence, en reconnaissant que les populations déstabilisées par les conflits armés, les situations d'urgence humanitaire et les catastrophes naturelles, y compris les réfugiés, les personnes déplacées et en particulier les femmes et les enfants, courent plus de risques d'être exposés à l'infection au VIH; et, le cas échéant, intégrer des composantes VIH/sida aux programmes d'assistance internationale;

7. Veiller à ce que les victimes du VIH/sida ne fassent pas l'objet de traitements discriminatoires et jouissent pleinement, sur un pied d'égalité, de tous les droits humains, en encourageant une politique active et visible de déstigmatisation des orphelins du sida et vulnérabilisés par le VIH/sida;

8. Exhorter la communauté internationale à épauler les pays en développement et à suppléer aux efforts qu'ils consentent lorsqu'ils augmentent les fonds nationaux consacrés à la lutte contre l'épidémie de VIH/sida, en augmentant l'assistance internationale au développement, surtout en faveur des pays les plus touchés par le VIH/sida, en particulier en Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes, dans les pays où le risque d'extension de l'épidémie de VIH/sida est élevé et dans d'autres régions touchées, qui ne disposent pour lutter contre cette épidémie que de ressources extrêmement limitées.

C. Mobilisation des ressources

48. Promouvoir de bonnes habitudes de vie, notamment grâce à une bonne nutrition et à la lutte contre les maladies infectieuses, dispenser une éducation de qualité, protéger les enfants contre les sévices, l'exploitation, la violence et les conflits armés, et lutter contre le VIH/sida sont des objectifs réalisables, qui sont tout à fait à la portée de la communauté mondiale.

49. La responsabilité de mettre en oeuvre le présent plan d'action et d'assurer un environnement favorable au bien-être des enfants, où les droits de chaque enfant sont promus et respectés, incombe au premier chef à chaque pays, étant entendu que des ressources nouvelles et supplémentaires, aux plans national et international, sont nécessaires à cette fin.

50. Les investissements en faveur des enfants rapportent des dividendes substantiels s'ils sont soutenus à moyen ou à long terme. Investir en faveur des enfants et respecter leurs droits permet de poser les fondements d'une société juste, d'une économie solide et d'un monde libéré de la pauvreté.

51. Afin de mettre en oeuvre le présent Plan d'action, il faudra allouer d'importantes ressources humaines, financières et matérielles supplémentaires, aux niveaux national et international, dans un climat international porteur et dans le cadre d'une coopération internationale renforcée, y compris la coopération Nord-Sud et la coopération Sud-Sud, afin de contribuer au développement économique et social.

52. En conséquence, nous sommes résolus à poursuivre notamment les objectifs et les mesures suivants, à l'échelle mondiale, pour mobiliser des ressources en faveur des enfants :

a) Rendre hommage aux pays développés qui ont accepté et atteint l'objectif de 0,7 % de leur produit national brut (PNB) pour l'ensemble de l'aide publique au développement (APD) et prier instamment les pays développés qui ne l'ont pas encore fait de s'efforcer d'atteindre dès que possible l'objectif internationalement convenu de 0,7 % de leur PNB consacré à l'APD globale. Nous nous engageons à ne ménager aucun effort pour inverser la tendance à la baisse du niveau de l'aide publique au développement, et à atteindre sans tarder l'objectif convenu de 0,15 % à 0,2 % consacré à l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, en tenant compte de l'importance des besoins particuliers des enfants;

b) Mettre en oeuvre sans plus tarder l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres lourdement endettés, convenir d'annuler dans les meilleurs délais toutes les dettes publiques bilatérales des pays bénéficiaires de l'Initiative en échange d'un engagement tangible de leur part à éliminer la pauvreté, et pousser à consacrer les économies réalisées sur le service de la dette au financement de programmes d'élimination de la pauvreté, notamment ceux qui ont trait aux enfants;

c) Demander que l'on agisse rapidement et de façon concertée en vue de régler de façon efficace, globale, équitable, durable et favorable au développement les problèmes d'endettement des pays les moins avancés, des pays en développement à faible revenu et des pays en développement à revenu intermédiaire par le biais de mesures nationales et internationales tendant à rendre leur endettement supportable à long terme, et notamment, le cas échéant, par le biais de

dispositifs de réduction ordonnée de la dette comme les conversions de créances en faveur de projets répondant aux besoins des enfants;

d) Renforcer et améliorer l'accès des produits et des services des pays en développement aux marchés internationaux, grâce notamment à la réduction négociée des obstacles tarifaires et à l'élimination des obstacles non tarifaires qui entravent de manière injustifiée les échanges commerciaux des pays en développement, conformément au système commercial multilatéral;

e) Partant du principe qu'un renforcement des échanges commerciaux est essentiel à la croissance et au développement des pays les moins avancés, s'efforcer d'améliorer leur accès préférentiel en visant l'objectif d'un accès en franchise de droits et hors quota pour l'ensemble des produits des PMA aux marchés des pays développés;

f) Mobiliser des ressources supplémentaires nouvelles et importantes en faveur du développement social, aux niveaux national et international, afin de réduire les disparités au sein des pays et entre les pays, et assurer dans toute la mesure possible une utilisation efficace et rationnelle des ressources existantes. En outre, veiller à ce que les dépenses sociales en faveur des enfants soient protégées et reçoivent la priorité au cours des crises économiques et financières à court et à long terme;

g) Examiner de nouveaux moyens de mobiliser des ressources financières publiques et privées, notamment grâce à la réduction des dépenses militaires excessives, du commerce des armements, et des investissements dans la production et l'acquisition d'armes, y compris les dépenses militaires au niveau mondial, en tenant compte des besoins en matière de sécurité nationale;

h) Encourager les pays donateurs et les pays bénéficiaires, sur la base d'accords et d'engagements mutuels, à appliquer pleinement la formule 20/20, conformément aux consensus d'Oslo et de Hanoi, pour assurer l'accès universel aux services sociaux de base.

53. Nous accorderons une attention prioritaire à la satisfaction des besoins des enfants les plus vulnérables du monde dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés et en Afrique subsaharienne.

54. Nous accorderons également une attention particulière aux besoins des enfants vivant dans les petits pays insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays en développement de transit, les autres pays en développement et les pays en transition.

55. Nous encouragerons la coopération technique entre les pays afin de mettre en commun les données d'expérience et les stratégies positives découlant de l'application du présent Plan d'action.

56. La réalisation de nos objectifs et de nos aspirations pour les enfants mérite l'instauration de nouveaux partenariats avec la société civile, notamment avec les organisations non gouvernementales et le secteur privé, ainsi que d'arrangements novateurs pour mobiliser des ressources supplémentaires, tant privées que publiques.

57. Tout en gardant à l'esprit que les entreprises doivent respecter la législation nationale, nous les encouragerons à faire preuve de responsabilité sociale afin de

contribuer aux objectifs du développement social et au bien-être des enfants, notamment en :

1. Favorisant une prise de conscience croissante de la relation entre le développement social et la croissance économique;
2. Fournissant un cadre légal, économique et social qui soit juste et stable afin de soutenir et de stimuler les initiatives prises par le secteur privé pour atteindre ces objectifs;
3. Renforçant au niveau national les partenariats avec le monde des affaires, les syndicats et la société civile pour appuyer les objectifs du Plan d'action.

Nous demandons au secteur privé d'évaluer l'impact de leurs politiques et de leurs pratiques sur les enfants, et de veiller à ce que tous les enfants, surtout les plus démunis, puissent bénéficier des retombées de la recherche-développement dans les domaines de la science, de la technologie médicale, de la santé, de l'enrichissement des aliments, de la protection de l'environnement, de l'éducation et des moyens de communication de masse.

58. Nous nous engageons à assurer la cohérence accrue des politiques et une meilleure coordination entre l'Organisation des Nations Unies, ses organismes et les institutions de Bretton Woods ainsi qu'avec d'autres instances multilatérales et la société civile, en vue de la réalisation des objectifs du présent Plan d'action.

D. Activités de suivi et évolution

59. Afin de faciliter l'application des mesures convenues dans le présent document, nous établirons ou renforcerons, à titre d'urgence, si possible d'ici à la fin de 2003, et lorsqu'il conviendra, des plans d'action régionaux comportant une série d'objectifs et de cibles spécifiques, assortis de délais, et mesurables, inspirés du présent plan d'action, compte tenu des législations nationales, des valeurs religieuses et éthiques, et du milieu culturel de la population, et en conformité avec tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales humaines.

Nous renforcerons par conséquent notre planification nationale et assurerons la coordination, la mise en oeuvre et les ressources nécessaires. Nous intégrerons les objectifs du présent plan d'action dans nos politiques publiques nationales ainsi que dans les programmes de développement nationaux et locaux, les stratégies de lutte contre la pauvreté, les approches multisectorielles et autres plans de développement pertinents, en coopération avec les acteurs concernés de la société civile, y compris les ONG travaillant en faveur des enfants et en collaboration avec eux, ainsi qu'avec les enfants, suivant leur âge et leur maturité, et leurs familles.

60. Nous assurerons le suivi régulier et l'évaluation au niveau national et, en tant que de besoin, au niveau régional, des progrès accomplis vers les objectifs et les cibles du présent Plan d'action aux échelles nationale, régionale et internationale. En conséquence, nous renforcerons notre capacité statistique nationale en améliorant la collecte, l'analyse et la ventilation des données, notamment par sexe, âge et autres facteurs susceptibles de créer des inégalités, et nous appuierons toute une série de recherches axées sur les enfants. Nous améliorerons la coopération internationale afin d'appuyer les efforts de renforcement des capacités statistiques, et d'accroître les capacités des communautés en matière de suivi, d'évaluation et de planification.

61. Nous évaluerons périodiquement les progrès réalisés, aux niveaux national et sous-national, afin de mieux surmonter les obstacles et d'accélérer l'action. Au niveau régional, ces examens serviront à mettre en commun les meilleures pratiques, à renforcer les partenariats et à accélérer les progrès. Pour ce faire :

a) Nous encourageons les États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant à envisager d'inclure, dans leurs rapports au Comité des droits de l'enfant, des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus dans l'application du présent Plan d'action;

b) En tant qu'organisation mondiale chef de file pour la protection de l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance est prié de continuer à préparer et à diffuser, en étroite collaboration avec les gouvernements, les fonds, programmes et institutions spécialisées concernés des Nations Unies, et avec tous les autres acteurs appropriés, le cas échéant, l'information sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente déclaration et du présent plan d'action. Les organes directeurs des institutions spécialisées compétentes sont priés de veiller à ce que, dans leurs domaines de compétence respectifs, lesdites institutions appuient dans toute la mesure possible la réalisation des objectifs énoncés dans le présent plan d'action et, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, tiennent l'Assemblée générale des Nations Unies pleinement informée des progrès réalisés et des mesures supplémentaires à prendre au cours de la décennie à venir, en faisant usage à cette fin des cadres et procédures existants pour l'établissement de rapports;

c) Nous prions le Secrétaire général de rendre compte régulièrement à l'Assemblée générale des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du présent Plan d'action.

62. Nous nous engageons de nouveau ici à n'épargner aucun effort pour continuer de bâtir un monde digne des enfants, en tirant parti des acquis des 10 dernières années et en nous inspirant du principe selon lequel la priorité absolue doit aller aux enfants. En solidarité avec un large éventail de partenaires, nous conduirons un mouvement mondial en faveur de l'enfance de manière à créer une dynamique de changement irréversible. Nous prenons cet engagement solennel, convaincus qu'en donnant un rang de priorité élevé aux droits des enfants, à leur survie, à leur protection et à leur développement, nous servons l'intérêt supérieur de l'humanité tout entière et assurons le bien-être de tous les enfants dans toutes les sociétés.

Notes

¹ A/S-27/3.

² Résolution 55/2 de l'Assemblée générale

³ Résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴ A/45/625, annexe.

